

Texte en anglais trouvé sur le site libertaire anglais « Libcom », ici : <https://libcom.org/history/historical-failure-anarchism>

La traduction a été réalisée à l'été 2017 par un membre du Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs).

Le texte a été féminisé.

D'autres traductions subversives sont en téléchargement libre sur le site des camarades du Regroupement Révolutionnaire Caennais, qui ont solidairement accepté d'héberger les traductions du CATS après que le serveur du collectif ait définitivement planté : <http://rrcaen.neowordpress.fr/cats/>

L'échec historique de l'anarchisme : implications pour le futur du projet révolutionnaire

Par Christopher Day (1996, Love and Rage Archive¹)

Dans le numéro de printemps de « *Workers Solidarity* » (journal du Workers Solidarity Movement d'Irlande), il y a un compte-rendu, par Conor McLoughlin, de l'excellent film de Ken Loach sur la révolution Espagnole, *Land and Freedom*. Le compte-rendu conclut que :

« Les facteurs impliqués dans la défaite de la révolution prendraient en eux-mêmes un article pour les expliquer, allant depuis le pouvoir militaire des fascistes (et de leur aide extérieure) jusqu'aux trahisons par les communistes et les sociaux-démocrates, et cela n'est pas mon objectif ici. Ce qui est important c'est que la révolution sociale ne s'est pas effondrée à cause de quelconques problèmes internes ou de défauts dans la nature humaine. Elle fut défaite sans cela. L'anarchisme n'avait pas échoué. Les anarchistes avaient prouvé que les idées qui semblaient bonnes dans les pages des livres de théorie avaient l'air encore meilleures dans le tableau de la vie ».

Cette citation résume nettement les leçons que la plupart des anarchistes semblent avoir tiré de l'histoire du mouvement anarchiste. Elle résume également nettement ce qui ne va pas avec le mouvement anarchiste.

Ce n'est rien d'autre que l'abdication complète d'une des responsabilités les plus basiques des révolutionnaires : soumettre les défaites et échec du mouvement à l'examen critique le plus approfondi.

Au lieu de cela, elle prend une expérience historique qui s'est terminée par une défaite écrasante, fabrique des excuses pour cette défaite et offre les loyales platitudes rassurantes qui, malgré toutes les preuves du contraire, affirment que l'expérience donne raison au vrai et seul chemin de l'anarchisme.

Lorsque les anarchistes rencontrent cette sorte de chose dans d'autres idéologies, ils et elles n'échouent jamais à les éreinter. Le Communisme porte-il la responsabilité des monceaux de corps produits par les régimes communistes ? La chrétienté doit-elle être blâmée pour les croisades, l'inquisition et les chasses aux sorcières ? Bien sûr. Nous jugeons les idéologies par leurs résultats pratiques dans la vie des gens et non par leurs promesses en l'air. L'anarchisme en Espagne souleva les espoirs de millions de personnes en une société sans classes et sans État qui pouvait être atteinte dans l'ici et maintenant, les mena aux barricades pour la rendre réelle et échoua de manière abyssale. Le peuple espagnol fut condamné à 40 ans de joug fasciste à cause de cet échec. Et tandis que le mouvement anarchiste du dernier demi-siècle a

¹ La fédération Love and Rage/Amor y Rabia était une organisation anarchiste ayant quelques groupes aux USA et au Mexique dans les années 1990. Elle regroupait des gens venus d'horizons politiques divers, y compris des militants en rupture de trotskisme et des anarchistes influencé-e-s par le marxisme hétérodoxe. Plus d'infos ici : https://fr.wikipedia.org/wiki/Love_and_Rage

produit une vaste littérature vantant les succès momentanés dans la création de collectifs de paysan-ne-s et d'ouvrier-e-s, il n'y a eu presque aucun effort sérieux pour analyser comment le mouvement anarchiste contribua à sa propre défaite. Reprocher aux ennemis politiques (fascistes, communistes et sociaux-démocrates) de s'être conduits exactement comme on pouvait l'attendre d'eux ne fait que rendre encore plus confus le sujet. La trahison, après tout, est seulement possible de la part de quelqu'un en qui on croit.

Les responsabilités des révolutionnaires

Cet article n'est pas premièrement à propos de la Révolution Espagnole. Il est plutôt une tentative de poser quelques questions sérieuses et difficiles que l'anarchisme a, d'après moi, évité de manière irresponsable. Il est adressé à celles et ceux qui, au sein du mouvement anarchiste, sont sérieux-ses dans le fait de créer une révolution anti-autoritaire. Il n'est pas adressé à celles et ceux qui ne croient pas qu'une telle révolution est possible. Il n'est pas adressé à celles et ceux dont l'horizon politique ne va pas plus loin qu'établir une « zone autonome temporaire » ou une enclave bohémienne semi-permanente. Il n'est pas non plus adressé à celles et ceux pour qui être un-e révolutionnaire signifie prendre une pose plus militante. Le mouvement anarchiste est rempli de gens qui sont moins intéressés par le renversement de l'ordre social oppresseur existant que par le fait de s'en laver les mains. Ce souci d'assurer le passage de quelques âmes au paradis anarchiste peut aller depuis les efforts pour purifier les habitudes personnelles de certain-e-s jusqu'au refus sectaire de rejoindre tout groupe ou organisation qui montre le moindre signe d'être un produit de cette société.

Je crois qu'une énorme quantité de souffrance humaine est la conséquence directe du fait que la majorité de l'humanité n'a pas de contrôle sur les décisions qui affectent sa vie. Je crois que les gens sont capables au final d'exercer ce contrôle sur leurs propres vies. Par conséquent, le renversement révolutionnaire des institutions et relations sociales autoritaires qui se trouvent sur le chemin de la réalisation de ce contrôle est une entreprise nécessaire. Les gens qui sont engagés dans ce projet sont révolutionnaires et, en tant que révolutionnaires, je crois que nous avons certaines responsabilités. Il est nécessaire de parler de trois de ces responsabilités avant d'entrer dans certaines des questions les plus épineuses que cet article tente de poser.

Gagner la liberté

La force de l'anarchisme est son insistance morale sur la primauté de la liberté humaine sur l'opportunisme politique. Mais la liberté humaine existe dans un contexte politique. Il n'est pas suffisant, toutefois, de simplement prendre la position la plus intransigeante dans la défense de liberté. Il est nécessaire de gagner réellement en liberté. L'anti-capitalisme ne fait aucun bien aux victimes du capitalisme si vous ne détruisez pas réellement le capitalisme. L'anti-étatisme ne fait aucun bien aux victimes de l'État si vous n'écrasez pas réellement l'État. L'anarchisme a été très bon pour mettre en avant des visions d'une société libre et c'est pour le mieux. Mais c'est pour le pire si nous ne développons pas une stratégie réelle pour concrétiser ces visions. Il ne suffit pas d'avoir raison, il faut gagner.

Apprendre du passé

Les gens ont toujours lutté pour la liberté. Le simple et le plus précieux atout du mouvement révolutionnaire est cette expérience. Nous ne sommes pas les premières personnes à être aux prises avec le problème de savoir comment faire la révolution et créer une société libre. Nous avons une obligation de soumettre chaque chapitre de ce combat pour la liberté à l'analyse la plus brûlante dont nous soyons capables. C'est la seule manière dont nous pouvons espérer éviter de répéter les erreurs du passé. L'approche anarchiste de l'histoire, malheureusement, consiste largement à chercher les leçons que nous voulons trouver. Le point de vue sur la Révolution Espagnole critiqué ci-dessus en est un exemple assez typique. Cette approche béate de notre propre histoire (ou d'un quelconque Eden anarchiste préhistorique et imaginaire) est généralement couplée avec un désintérêt complet pour l'histoire des luttes qui ne peuvent être nettement contenues dans nos propres frontières idéologiques (si une quelconque personne peut toutefois les définir). Le résultat est une sorte d'hagiographie : une procession sans fin de martyr-e-s libertaires destiné-e-s à être invoqué-e-s dans les débats politiques. Combien d'anarchistes, une fois qu'ils et elles ont lu un récit anti-autoritaire d'un quelconque épisode historique, vont réellement chercher à lire

des récits depuis d'autres perspectives ? Si notre histoire était un train ininterrompu de succès, cette certitude qu'il n'y a rien à apprendre des autres serait un peu plus défendable.

Avoir un plan

Finalement les révolutionnaires ont la responsabilité d'avoir un plan plausible pour faire la révolution. Évidemment il n'y a pas assez de révolutionnaires pour faire une révolution en ce moment. Nous pouvons raisonnablement anticiper que le futur amènera des soulèvements d'opposition populaire au système existant. Sans être plus spécifique sur où ces soulèvements pourraient se produire, il semble clair que c'est depuis les rangs de tels soulèvements que le nombre de gens dans le mouvement révolutionnaire pourra être augmenté, menant un jour à une situation révolutionnaire (qui se distingue des crises normales de l'ordre en cours seulement par l'existence d'un mouvement révolutionnaire prêt à pousser les choses plus loin). Les gens qui en ont marre du système existant et qui ont la volonté de s'engager eux-mêmes dans son renversement regarderont autour d'eux-elles pour trouver des gens à l'état d'esprit similaires qui ont une idée sur quoi faire.

Si nous n'avons pas un plan plausible pour faire la révolution, nous pouvons être sûr-e-s qu'il y aura quelqu'un d'autre pour cela. Il n'y a pas de garanties que les gens à l'esprit révolutionnaire seront spontanément tiré-e-s vers une politique anti-autoritaire.

Le plan n'a pas à être un projet exact. Il ne devrait pas être traité comme quelque chose de sacré. Il devrait être soumis à une révision constante à la lumière de l'expérience et du débat. Mais, en dernière instance, il a besoin d'être capable de répondre aux questions qui ont été posées concrètement dans le passé. Nous savons que nous ne serons jamais confronté-e-s à exactement les mêmes circonstances que les révolutions précédentes. Mais nous devrions aussi savoir que certains problèmes sont persistants et que si nous ne pouvons pas dire ce que nous aurions fait dans le passé nous ne devrions pas attendre des gens qu'ils et elles pensent grand-chose de notre aptitude à faire face au futur.

Il y a une tendance largement répandue dans le mouvement anarchiste (et dans la gauche en général) à dire que la question de savoir comment nous allons finalement faire la révolution est trop distante et que, par conséquent, elle est trop abstraite pour qu'on s'en occupe maintenant. Du coup, il est affirmé que nous devrions nous focaliser sur des projets pratiques ou des luttes immédiates. Mais les projets pratiques ou les luttes immédiates sur lesquels nous décidons de nous centrer sont précisément ce qui déterminera si nous nous rapprochons un peu plus un jour de faire la révolution. Si nous abdiquons notre responsabilité d'essayer d'ébaucher ce qu'il faudra pour faire finalement la révolution et de diriger notre travail actuel en accord avec cela, nous serons piégé-e-s par une succession sans fin de « projets pratiques et de luttes immédiates », et lorsque nous serons confronté-e-s à une potentielle situation révolutionnaire, nous serons poussé-e-s vers le bas côté par des forces politiques plus préparées (que nous accuserons sans doute de « trahir » la révolution, si elles ne nous exécutent pas tous et toutes). Nous serons emporté-e-s par la marée de l'histoire au lieu d'essayer de mener notre propre trajectoire. Et en laissant cela arriver une nouvelle fois, nous serons celles et ceux qui auront véritablement trahi la révolution.

Le net résultat du refus de s'occuper de ce qu'il faudra finalement faire pour réaliser la révolution est que l'anarchisme est devenu une sorte de réformisme sans direction mais militant. Nous construisons plutôt des « contre-institutions » qui ne ressemblent à rien d'autre qu'à des versions « grunge » des services sociaux administrés par différentes églises, ou bien nous nous lançons dans une lutte sociale largement réactive dans laquelle nos actions sont souvent audacieuses mais de laquelle nous ne construisons jamais un quelconque mouvement social suivi (encore moins une organisation révolutionnaire).

La pauvreté théorique de l'anarchisme

Rien que sur la base de ces trois responsabilités, l'anarchisme a été un échec. L'anarchisme n'a pas seulement échoué à gagner une liberté durable pour qui que ce soit sur terre, de nombreux-ses anarchistes d'aujourd'hui semblent seulement nominalement engagé-e-s dans ce projet basique. Plus nombreux-euses encore sont celles et ceux qui semblent en priorité intéressé-e-s par concevoir pour eux-elles mêmes, leurs

ami-e-s et leurs groupes de musique favoris une zone de liberté personnelle, « autonome » d'une responsabilité morale envers la condition plus large de l'humanité (mais, incidemment, pas du réseau électrique ni de la production de composants électroniques). L'anarchisme a tout simplement refusé d'apprendre de ses échecs historiques, préférant les réécrire en succès. Finalement le mouvement anarchiste offre des gens qui veulent très peu faire la révolution sous la forme d'un plan d'action cohérent. Projets, schémas et raisons de faire des émeutes abondent – mais leur place dans une stratégie cohérente plus large pour enfin renverser l'ordre existant n'est l'hypothèse de personne.

L'anarchisme est appauvri sur le plan théorique. Depuis près de 80 ans, à l'exception de l'Ukraine et de l'Espagne, l'anarchisme a joué un rôle marginal dans l'activité révolutionnaire de l'humanité opprimée. L'anarchisme n'a presque rien à voir avec les luttes anticoloniales qui ont défini la politique révolutionnaire au cours de ce siècle. Cette marginalisation est devenue autoreproductrice. Réduit, par des défaites dévastatrices, à critiquer l'autoritarisme des marxistes, des nationalistes et d'autres, l'anarchisme est devenu défini par son rôle d'enquiquineur. Par conséquent, la pensée anarchiste n'a pas eu à s'adapter en réponse aux résultats de sérieux efforts pour mettre nos idées en pratique. Au cours du processus la théorie anarchiste est devenue ossifiée, stérile et anémique. Au lieu d'un débat politique substantiel le mouvement anarchiste a élevé la querelle personnelle à une forme d'art. Lors des rares occasions où des questions substantielles sont abordées, la réponse est invariablement plus concernée par le processus par lequel elles furent abordées ou par une spéculation sur la caractéristique et la structure de quiconque questionne la sagesse anarchiste reçue que par le contenu politique de ce qui a été dit. C'est un reflet du retrait effectif de l'anarchisme de la lutte révolutionnaire.

Les brillantes prédictions de Bakounine sur les conséquences de l'étatisme de Marx ne sont pas devenues la fondation pour un développement d'une pratique anti-étatique mais plutôt un chœur creux de « on vous l'avait bien dit ». Une des conséquences des « succès » marxistes a été qu'il y a eu une plus grande opportunité de voir ses limites. Une des conséquences des maigres et éphémères victoires de l'anarchisme a été que beaucoup de nos idées n'ont pas été soumises au test de la pratique. Une fois que nous sommes capables d'accepter que les bonnes intentions anti-autoritaires ne nous enlèvent pas l'hameçon des conséquences autoritaires de l'incompétence anarchiste, il devient possible d'approcher l'ensemble de l'expérience historique du mouvement révolutionnaire avec un état d'esprit considérablement moins satisfait de soi.

Une fois que nous reconnaissons l'échec historique de l'anarchisme (ce qui ne signifie pas répudier notre critique anti-autoritaire d'autres courants ostensiblement révolutionnaires), nous pouvons commencer le travail de reconstruction d'un mouvement libertaire révolutionnaire.

L'anarchisme et le mouvement révolutionnaire

Je crois que si nous voulons comprendre le moment dans lequel nous sommes, nous avons besoin de nous comprendre nous-mêmes comme une part d'un projet révolutionnaire de libération humaine bien plus large qui, partout dans le monde, a été défait ou est en retraite. Le mouvement révolutionnaire n'est pas défini par l'adoption d'une idéologie particulière mais plutôt par le mouvement objectif des gens opprimés qui résistent à leur oppression et luttent pour un monde libéré de l'oppression. Au cours du temps ce mouvement a connu bien des péripéties et a, au moins idéologiquement, bifurqué dans nombre de directions. Il a trouvé une expression à travers une variété de formes idéologiques (anarchisme, marxisme, féminisme, nationalisme révolutionnaire, théologie de la libération). À chaque moment de son histoire, le mouvement révolutionnaire a contenu les contradictions de la société autoritaire de laquelle il est constamment en train de renaître. Ainsi, toutes ses expressions théoriques et organisationnelles ont toujours contenu des éléments révolutionnaires et contre-révolutionnaires, des aspects et potentialités à la fois libérateurs et oppressifs, libertaires et autoritaires.

En tant qu'anarchistes nous avons eu tendance à diviser la gauche en camps libertaire et autoritaire. Je crois que les termes de cette division identifient correctement l'essence des contradictions qui réapparaissent constamment dans le mouvement révolutionnaire. Mais je pense également qu'il y a eu une tendance générale à établir cette division d'une manière mécanique. Il y a une tendance, par exemple, à

voir la scission dans la Première Internationale entre Marx et Bakounine comme posant les termes dans lesquels nous analysons l'ensemble de l'expérience historique intermédiaire. En tant qu'héritier-e-s de l'anarchisme de Bakounine, nous soutenons les bonnes œuvres de tous les anarchistes depuis lui et nous dénonçons rituellement les actions de tous les marxistes dans la même période. La conséquence de cela est de nous aveugler nous-mêmes sur les éléments contre-révolutionnaires dans la théorie et la pratique anarchiste et sur les accomplissements légitimes de nombreux-ses marxistes (ou autres courants « autoritaires »). En opposition à cette approche mécanique ou scholastique, je crois que nous devrions regarder l'ensemble de l'expérience du mouvement révolutionnaire dialectiquement. Nous avons besoin d'identifier les aspects de l'anarchisme qui l'handicapent comme alternative révolutionnaire crédible au marxisme. Nous devons nous pencher sur les diverses questions qui distinguent les divers courants au sein du mouvement révolutionnaire. Nous devons regarder ces questions pas simplement dans l'abstrait mais dans les conditions historiques réelles dans lesquelles elles ont surgi et se sont développées. Nous avons besoin de regarder pas seulement les quelques fois où les anarchistes ont joué un rôle significatif dans une situation révolutionnaire mais toutes les révolutions du siècle passé.

De nombreux-ses anarchistes, bien sûr, ont eu la volonté de comprendre des épisodes particuliers (les conseils ouvriers dans l'Europe de l'après Première Guerre Mondiale, la Hongrie de 1956, la commune de Shanghai, la France de mai-juin 1968, le Portugal de 1974) dans lesquels les forces explicitement anarchistes n'étaient pas des actrices majeures, comme une part de la tradition libertaire révolutionnaire. Évidemment cela élargit les points de référence historique et c'est tant mieux. Mais la nature éphémère de chacune de ces expériences signifie qu'en blâmant les stalinien-ne-s ou les sociaux-démocrates approprié-e-s pour leurs trahisons, il est possible d'éviter de répondre aux questions les plus dures posées sèchement par ces épisodes auxquels des forces libertaires clairement définies n'ont pas participé.

Conditions objectives

C'est pratiquement un dogme anarchiste que chaque situation révolutionnaire ait le potentiel pour devenir une authentique révolution libertaire. Sur la base de cette position, l'échec d'une quelconque situation à se développer dans une telle direction est la conséquence de l'autoritarisme des divers partis et organisations ostensiblement révolutionnaires. La suggestion que les « conditions objectives » auxquelles divers mouvements révolutionnaires ont fait face expliquent les virages qu'ils ont pris est habituellement ridiculisée par les anarchistes comme des excuses pour les crimes de ces forces autoritaires. Et certainement il ne manque pas de cas dans lesquels la suppression du mouvement ouvrier, les exécutions politiques, l'emprisonnement de révolutionnaires dévoué-e-s etc ont été minimisés avec une référence désinvolte aux « conditions objectives ». Mais cela ne signifie pas que les conditions objectives n'ont pas imposé des obstacles insurmontables pour le mouvement révolutionnaire.

Les situations révolutionnaires ne se présentent pas à nous seulement après que nous ayons réalisé de parfaites préparations en vue de celles-ci. Elles surviennent soudainement lorsque le vieil ordre est incapable de maintenir sa domination. Il serait irresponsable en de telles situations de ne pas essayer de mener à bien une profonde révolution sociale libertaire. Mais il n'est pas toujours nécessairement ni réellement possible de gagner tout ce qu'on veut. Dans ce cas la révolution sera confrontée au fait de choisir entre différentes sortes de compromis ou demi-mesures afin de « survivre ».

La question à laquelle se confrontent les révolutionnaires n'est jamais de savoir si les ouvrier-e-s (ou les paysan-ne-s) sont capables de prendre le contrôle des moyens de production et de réorganiser celle-ci sur des bases démocratiques et libertaires (comme les collectivités ouvrières ou paysannes en Espagne). Ni même s'ils et elles sont capables d'établir dans les villes et les villages des organes d'autogouvernement (comme dans bien des cas de conseils ouvriers). Depuis la Commune de Paris jusqu'à la rébellion zapatiste nous savons que ces choses peuvent être faites.

La question est presque toujours plutôt de savoir s'ils et elles peuvent faire ces choses sur une période prolongée et dans des conditions de guerre et de rupture sociale généralisée. Ce sont les conditions les plus probables dans lesquelles les opportunités révolutionnaires se produiront. C'est précisément sous le poids de ces conditions que les limites du mouvement révolutionnaire dans son ensemble se sont révélées.

Les anarchistes aiment souvent poser la « révolution sociale » en contraste à la simple « révolution politique ». Dans le but de séparer de réels soulèvements sociaux de simples coups d'État, cette distinction peut être utile. Mais presque toutes les « révolutions politiques » si critiquées intègrent en fait des éléments significatifs de révolution sociale. Plus important, il est impossible d'imaginer une « révolution sociale » dénuée de tous les traits d'une « révolution politique ». Une révolution est une lutte pour le pouvoir et elle est inévitablement une affaire embrouillée. Si nous ne sommes pas préparé-e-s au fait que les futures situations révolutionnaires vont se présenter à nous avec des choix déplaisants alors nous ne sommes pas vraiment intéressé-e-s par le fait de faire la révolution.

Le moment d'ajuster les attitudes

Je veux mettre en avant ici plusieurs propositions connectées sur la nature du projet révolutionnaire qui, je crois, défient quelques préjugés anarchistes de base. La première proposition est que, dans un monde caractérisé par de grandes disparités dans le niveau de développement économique comme conséquences de l'impérialisme, il n'a pas été possible de renverser le capitalisme dans la plupart (si ce n'est dans tous) des pays impérialisés. Les révolutions dans ces pays ont été, par nécessité, des révolutions capitalistes (et habituellement capitaliste d'État) qui ont balayé certains traits pré-capitalistes (horriblement oppressifs) de ces sociétés et renégocié les termes de l'exploitation capitaliste.

La seconde proposition est que la réalisation d'une société sans classes et sans État à l'intérieur des limites territoriales d'un seul pays (ou tout autre territoire défini) dans un monde d'États-nations est impossible. Les révolutions ainsi confinées à un territoire national deviennent des révolutions nationales ou sont écrasées. Les révolutions nationales peuvent accomplir certaines choses mais pas d'autres. Le remplacement du vieil appareil d'État par un nouvel État ostensiblement révolutionnaire est nécessaire pour sécuriser nombre de ces réalisations mais nous ne devons avoir aucune illusion sur le fait qu'un tel État « dépérisse » de sa propre volonté. Lui aussi devra être écrasé. Une des principales choses que les révolutions nationales donnent aux gens, c'est de l'expérience dans le processus révolutionnaire et une compréhension plus profonde des dynamiques complexes des révolutions.

La troisième proposition (étroitement reliée à la seconde) est qu'une armée régulière ne peut être vaincue que par une autre armée. Les milices ou autres formes d'organisation militaire irrégulières, bien que capables d'une résistance héroïque, s'effondreront finalement avant une armée régulière. L'effondrement d'une armée nationale (presque toujours précipité par une défaite militaire) peut créer une ouverture pour un mouvement révolutionnaire. Mais si ce mouvement ne crée pas sa propre armée, l'ordre ancien reconstituera son armée ou un pouvoir étranger le fera pour lui.

La quatrième proposition est qu'une seule classe a le potentiel pour renverser le capitalisme – la classe ouvrière internationale. Elle doit agir en conjonction avec d'autres classes et mouvements sociaux pour gagner et la participation de ces forces est cruciale pour mener à bien le changement social le plus profond, mais la classe ouvrière organisée en tant que classe révolutionnaire et la seule et unique force sans laquelle le renversement du capitalisme est absolument impossible. Le combat contre le patriarcat et l'oppression raciale/nationale au sein de la classe ouvrière est nécessaire pour atteindre l'unité au sein de la classe.

Le reste de l'article traitera de ces quatre propositions à la lumière de l'histoire des révolutions au 20^{ème} siècle.

Développement inégal

Le capitalisme est un système mondial. Si certains éléments du capitalisme apparurent initialement dans l'isolement relatif de cadres nationaux particuliers, ils se sont seulement rejoints pour former ce que nous reconnaissons comme capitalisme en tant que l'intégration globale sans précédent du commerce qui commença au 15^{ème} siècle avec la conquête européenne des Amériques, la domination des routes commerciales de l'Océan Indien et l'établissement du commerce trans-atlantique d'esclaves et du complexe des plantations. Depuis sa création, le capitalisme a enrichi certains pays et les a rendu capables de révolutionner la production en pillant et soumettant d'autres pays aux besoins économiques des classes

dirigeantes des pays à l'origine de l'impérialisme. Initialement, la relation prit la forme d'extraire des richesses de sociétés largement autosuffisantes. Au fil du temps, elle se développa en une relation de dépendance dans laquelle les pays impérialisés n'étaient plus seulement une source de matériaux bruts mais également des marchés cruciaux pour les produits finis. Cette dépendance signifiait la destruction délibérée de l'autosuffisance des pays impérialisés. Plus récemment, certains pays impérialisés sont devenus des centres manufacturiers au sein d'un marché global. La dépendance vis-à-vis des centres impérialistes a cependant été maintenue à travers le contrôle du capital de développement (le FMI et la Banque Mondiale) et la spécialisation de différents types de manufacture dans différents pays.

Les conséquences de ce développement inégal pour le projet d'une révolution anticapitaliste sont énormes. Jusqu'à récemment, l'exploitation de l'essentiel du Tiers-Monde était menée à travers des formes économiques pré-capitalistes (habituellement et peu précisément appelées semi-féodales) connectées et subordonnées au marché mondial capitaliste. Cela signifiait que l'antagonisme entre le capitalisme et les producteurs dans la majorité du monde prenait la forme immédiate d'une distribution inégale de la terre et de relations de surexploitation entre propriétaires terrien-ne-s et métayer-e-s.

La Chine est un bon exemple de cela. Dans d'autres zones, le travail forcé fut utilisé (comme dans beaucoup d'endroits d'Afrique sous le colonialisme) ou bien l'agriculture de plantation existait aux côtés de l'économie paysanne (comme à Cuba). Les formes capitalistes de production constituaient une petite partie de l'économie et impliquaient une encore plus petite fraction de la population. De plus, beaucoup des capitalistes impliqués dans ce petit secteur comprenaient que la structure semi-féodale de la société et la domination de leur pays par les impérialistes étaient une entrave à leurs propres intérêts. Ils étaient des alliés potentiels de tout mouvement paysan cherchant à s'emparer de la terre et à renverser les propriétaires terrien-ne-s.

La révolution chinoise doit être comprise dans ce contexte. C'était très largement une révolution paysanne qui détruisit un système très vieux et très pourri, redistribua la terre et établit l'indépendance économique relative de la Chine vis-à-vis de la domination impérialiste. Ce n'est qu'une fois que ces tâches fondamentales ont été menées à bien qu'il devint alors possible pour le Parti Communiste Chinois de parler de ce qu'il fallait faire du minuscule secteur capitaliste chinois. Les villes avaient été contrôlées par le Kuomintang et la seule région significativement industrialisée, la Mandchourie, avait été sous contrôle japonais. Le prolétariat industriel, tel qu'il était, n'avait ni l'expérience ni l'organisation pour prendre les choses en mains. Toute tentative pour le faire aurait nécessité le soutien actif de la paysannerie, puis du Parti Communiste.

Le développement de l'industrie était crucial pour résoudre nombre des problèmes les plus pressants de la Chine. Le manque de transports et de communications signifiait que les régions touchées par la famine étaient difficiles à atteindre avec des secours. Les techniques de production de masse étaient nécessaires pour satisfaire l'énorme demande en instruments agricoles les plus rudimentaires (charrues, charrettes) et pour augmenter la productivité agricole de manière suffisante pour briser le cycle constant de la famine. Superficiellement, cela peut ressembler à un argument selon lequel un problème avec des causes socio-structurelles (la famine) avait seulement besoin d'une réponse technologique. Mais les causes socio-structurelles (la structure féodale de la terre et la dépendance vis-à-vis des manufactures étrangères) s'exprimaient significativement dans le bas niveau technologique de la Chine agraire. La terre ne pouvait tout simplement pas alimenter sa population courante d'alors sans une révolution aussi bien sociale que technologique.

Dans ce contexte, la section des capitalistes qui avait épaulé la révolution agraire était cruciale. Ils concentraient une expertise technique et managériale sans laquelle le développement d'une nouvelle industrie aurait été impossible. Les exproprier simplement aurait signifié les mener dans les bras du Kuomintang. Les ouvrier-e-s qui avaient travaillé sous leur direction pouvaient-ils et elles s'emparer du créneau et diriger les entreprises existantes ? Dans une certaine mesure. Mais il faut garder à l'esprit que, dans le sillage d'une guerre civile, de nombreuses entreprises fonctionnaient sporadiquement et que les ouvrier-e-s avec l'expertise technique pour les faire tourner n'étaient pas nécessairement faciles à trouver.

Plus important, le prolétariat chinois était difficilement une classe mature ayant une longue expérience de lutte commune informant son auto-activité.

Mais la question n'était pas seulement celle de faire tourner les entreprises existantes, c'était celle d'accroître immédiatement et dramatiquement la base industrielle pour prévenir la famine et, pour cela, l'expérience de la minuscule classe capitaliste était indispensable.

Le temps était essentiel. L'expansion de l'industrie était également nécessaire pour empêcher les masses de paysan-ne-s sans terres qui avaient rempli les villes, du fait de la famine et de la guerre, de retourner vers une campagne qui n'était pas préparée à les absorber. De plus, il y avait une menace significative d'invasion étrangère ou d'une invasion, soutenue par les USA, par le Kuomintang depuis Taiwan. Durant la guerre de Corée, MacArthur menace ouvertement d'envahir la Chine.

En outre, nous devons confronter les capacités politiques limitées de la paysannerie. La paysannerie chinoise pouvait-elle abolir les relations capitalistes (le travail salarié en particulier) et mettre en place un processus non capitaliste de développement pour résoudre ses considérables problèmes ? La paysannerie avait accompli de nombreuses choses. Au niveau du village, elle avait pris le contrôle de l'administration des affaires communales des mains des élites terriennes corrompues et avait mené la dramatique redistribution des terres. En laissant de côté pour le moment le rôle crucial du Parti Communiste dans ces réalisations, nous pouvons noter que ce contrôle paysan de l'administration s'étendit à des degrés plus ou moins élevés jusqu'au niveau cantonal ou même provincial. Mais plus on monte dans la hiérarchie plus on rencontre de dépendance vis-à-vis des cadres du Parti Communiste et de dépendance envers des cadres éduqué-e-s d'origine non paysanne.

Nous pouvons interpréter ce fait de deux manières. D'un côté, c'est une expression de la domination au final du Parti Communiste et de son régime par une relativement faible poignée d'intellectuels issu-e-s de la classe moyenne ou des propriétaires terrien-ne-s. D'un autre côté, c'est le simple reflet du fait que l'écrasante majorité des paysan-ne-s chinois-es étaient illettré-e-s et que les soutiens lettré-e-s de la révolution (qu'ils ou elles soient d'origine non paysanne ou qu'ils ou elles aient appris à lire par le Parti ou l'Armée Populaire de Libération) étaient au Parti. Ces différentes manières de voir le même fait ne sont pas contradictoires. Ensembles elles révèlent le caractère de classe que la révolution chinoise avait et également pourquoi elle ne pouvait probablement pas en avoir une autre.

Le communiste de conseil Anton Pannekoek, dans son article de 1940 « Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont échoué », reliait la nature capitaliste inhérentes aux révolutions dans la périphérie aux problèmes de la révolution prolétarienne dans les centres impérialistes. Il argumentait que le sous-développement de la Russie signifiait que la révolution capitaliste là-bas ne pouvait pas être menée à bien par la bourgeoisie mais plutôt par une nouvelle classe capitaliste principalement issue de l'intelligentsia. Cette nouvelle classe capitaliste exploitait le prestige de la révolution prolétarienne contrecarrée en Russie pour dominer le mouvement ouvrier révolutionnaire à l'Ouest et ainsi détourner l'auto-organisation du prolétariat dans les pays capitalistes les plus avancés. C'est un fait par lequel on voit que le développement inégal du capitalisme a eu pour résultat le développement inégal du mouvement révolutionnaire. Pannekoek ne s'intéressait pas au rôle des super-profits impérialistes pour amadouer efficacement au moins une fraction du mouvement ouvrier, mais ce fait doit également informer notre compréhension de pourquoi le 20^{ème} siècle a été caractérisé non par une révolution prolétarienne internationale mais par des révolutions capitalistes nationales basées sur la paysannerie.

C'est seulement dans l'abstraction que la liberté peut être absolue. Dans le monde réel, la liberté est toujours conditionnée par le contexte social dans laquelle elle existe. La liberté ne peut pas être simplement définie en terme d'absence de contraintes mais elle doit aussi se référer au pouvoir de prendre des décisions qui touchent à nos vies. Il est impossible de diriger une société si vous ne comprenez pas comment elle fonctionne. Donc, dans une société de chasseurs-cueilleurs, cette sorte de pouvoir dépend de choses différentes que dans une société industrialisée. Un trait crucial des sociétés de classes est qu'elles dénie aux classes exploitées l'accès aux choses qu'elles auraient besoin de diriger. Mais, parce que les sociétés de classes combinent inévitablement de vieilles et nouvelles méthodes d'exploitation,

certaines classes opprimées sont mieux positionnées pour faire le saut révolutionnaire et pour prendre le contrôle de la société.

Au 13^{ème} siècle, le niveau technologique de la société était tel qu'on pouvait peut être imaginer la paysannerie prendre le contrôle de la société dans son ensemble et établir une sorte de communisme agraire. Au 20^{ème} siècle, c'est une impossibilité (quoique Pol Pot lui ait donné le coup de grâce). Le/la paysan-ne est empêtré-e dans un système global de capitalisme, dont les plus profonds rouages sont obscurcis par l'étroitesse du poste d'observation de la vie situé dans un petit village. Par contraste, le/la travailleur-euse urbain-e est exposé-e de milliers de manières aux opérations complexes du système mondial. Le problème, bien sûr, est que, comme conséquence du développement inégal du capitalisme dans le monde, ce sont les conditions de vie des paysan-ne-s et pas celles du prolétariat qui ont alimentées les révolutions majeures de ce siècle. Mais c'est précisément parce que la paysannerie en tant que classe est si pauvrement préparée à administrer une société capitaliste (même une sous-développée) que ces révolutions ont au final amené au pouvoir de nouvelles classes minoritaires.

L'anarchisme dans un seul pays ?

La révolution espagnole et sa suppression ont démontré dans les termes les plus sévères un des problèmes les plus centraux de l'anarchisme. La révolution espagnole ne fut pas seulement le produit de la lutte des classes globale mais aussi celui de ses traits particuliers en Espagne. Une chaîne particulière d'évènements, reflétant le caractère et l'histoire particuliers de l'Espagne, mena au moment où les paysan-ne-s et ouvrier-e-s furent capable de prendre le contrôle des champs, des usines et des ateliers. Toute révolution résulte de l'échec d'un État particulier à un moment particulier. En Espagne, le gouvernement républicain s'effondra dans le sillage de la révolte militaire de Franco. Le pouvoir gisait dans la rue et le mouvement anarchiste, la force la plus puissante parmi les ouvrier-e-s et les paysan-ne-s le prit.

Je souligne le caractère particulièrement espagnol de la révolution espagnole pour rendre clair le simple fait que tandis que la révolution était capable de compter sur une certaine quantité de solidarité internationale, les conditions qui avaient produit la révolution là-bas ne se trouvaient pas ailleurs et, par conséquent, les perspectives d'extension de la révolution étaient limitées. Le fascisme italien et allemand envoyèrent des troupes, des armes et des avions pour soutenir les armées de Franco. L'Union Soviétique conditionna son soutien à la République à la création et au contrôle d'une armée régulière contre-révolutionnaire. Si le gouvernement républicain ne pouvait pas soumettre la révolution et si les fascistes ne pouvaient la noyer dans le sang, il n'y avait pas de raisons d'espérer que d'autres pouvoirs étrangers n'interviendraient pas. Leurs intérêts à court terme, concernant la récupération du contrôle sur les entreprises expropriées, et leurs intérêts de long terme, concernant la prévention du fait que la révolution devienne un exemple international, signifiaient qu'ils n'auraient pas eu d'autres choix que d'intervenir militairement.

Il y a basiquement deux raisons pour lesquelles il est impossible de créer une société sans classes et sans État à l'intérieur des limites d'un seul pays. La première est économique et la seconde est militaire.

Les raisons économiques sont importantes. Comme exposé plus haut, le capitalisme est un système mondial. Cela signifie qu'aucun pays n'est autosuffisant. Évidemment quelques pays ont plus ou moins de potentiel pour l'autosuffisance mais certains problèmes sont effectivement internationaux. Certains pays, du fait de leur population, ne peuvent simplement pas espérer satisfaire leurs propres besoins alimentaires. C'est le cas de beaucoup des petits pays industrialisés les plus densément peuplés. Certains pays, comme conséquence de leur sous-développement sous le colonialisme, n'ont pas les moyens de produire des biens manufacturés (vêtements, tracteurs etc...) dont ils dépendent. Et pratiquement tous les pays sont en situation de dépendance en ce qui concerne au moins quelques minerais stratégiques qui n'existent tout simplement pas au sein de leurs frontières. Le chrome, par exemple, est nécessaire pour toutes sortes de pièces de machines. Il est largement concentré dans le sud de l'Afrique. De même, la plupart du monde est dépendant du pétrole étranger.

La question ici n'est pas qu'on ne puisse pas imaginer la création d'une économie autosuffisante au sein d'un pays particulier, mais plutôt le fait que les économies dont les révolutionnaires héritent ne sont pas autosuffisantes et que la coupure du commerce international (que ce soit par les forces révolutionnaires ou par des pouvoirs étrangers) aura des conséquences très perturbantes. Celles-ci ont deux faces. Premièrement, les industries qui dépendent de matières étrangères cesseront de fonctionner et les gens n'auront plus accès à des biens qui sont seulement disponibles depuis l'étranger. Deuxièmement, les secteurs économiques qui produisent pour le marché international cesseront également de produire ou produiront des biens pour lesquels il n'y a pas de demandes domestiques.

Ici, la situation de Cuba est intéressante. Beaucoup des problèmes économiques auxquels la révolution cubaine a été confrontée auraient été tout aussi présents si la révolution avait eu un caractère libertaire. L'économie de Cuba était classiquement dépendante. Le sucre et le tourisme amenaient les liquidités avec lesquelles acheter les biens étrangers, incluant la nourriture, les médicaments, les vêtements, le pétrole et les automobiles. Au cours des 37 dernières années, c'est une conséquence scandaleuse des relations développées avec l'Union Soviétique que Cuba n'ait pas transformé son secteur agricole pour devenir autosuffisant alimentaires. Le résultat est que Cuba fait maintenant face au même problème qu'auparavant : comment mener la conversion sans accès au capital étranger ? La technologie impliquée dans la culture, la récolte et la transformation du sucre n'est pas la même que celle impliquée dans la production de riz. Ce n'est pas une question de simplement coucher toute la canne à sucre et de commencer à cultiver des céréales et des légumes. Cela prend du temps pour mettre en place toute une nouvelle forme d'agriculture. Comment les gens vont-ils/elles manger entre-temps ?

Inévitablement la réponse pratique est que cette dépendance vis-à-vis du marché mondial peut seulement être réduite par étapes. Mais aussi longtemps que les gens produisent pour le marché mondial, on ne peut pas dire qu'ils et elles ont écrasé la société de classe - ils et elles continuent à être exploités-e-s par une classe capitaliste internationale. Pour compliquer encore le sujet, le refus de commercer de la part de fractions du marché mondial (comme dans le cas de l'embargo US contre Cuba) fait baisser le prix que les biens inspireront sur le marché mondial. La seule manière de recouvrer ce profit perdu (car il n'y a pas de raison de s'engager dans un commerce international s'il ne génère pas de profits qui peuvent être investis dans le fait de rendre le pays autosuffisant) est d'augmenter le niveau d'exploitation des producteurs-rices. Pire encore, l'appareil administratif du régime révolutionnaire, qu'il soit appelé « État ouvrier » ou « fédération de collectivités libres » est l'entité qui doit mener l'exploitation. Les bonnes intentions sont une faible protection contre la logique du marché mondial. Comment répond l'appareil lorsque les producteurs-rices, entièrement dans l'esprit de la révolution, déclarent qu'ils et elles ne seront pas exploités-e-s et se mettent en grève ?

C'est précisément le dilemme auquel a été confrontée chaque révolution qui a survécu plus d'un an. Pour des étatistes déclarés-e-s comme les marxistes, ce n'est pas vraiment un dilemme. Mais, pour des anarchistes, il est profond. Le second obstacle à la création d'une société sans classes et sans État dans un seul pays est militaire. Des révolutions sociales profondes, mêmes si elles sont contenues dans un seul pays, sont des menaces sérieuses pour l'ordre capitaliste international. Chacune de ces révolutions qui n'a pas été écrasée de manière interne a eu à faire face à un certain degré d'intervention militaire étrangère. Les motivations des pays individuels n'ont même pas à être aussi clairvoyante que le maintien du capitalisme mondial. Il suffit souvent que les révolutions menacent les investissements étrangers pour que des puissances extérieures décident qu'ils doivent être défendus. Même lorsque ce n'est pas le cas, le bouleversement d'une révolution peut sembler être une opportunité en or pour un pouvoir étranger d'établir ou d'élargir son emprise dans un pays.

Il n'y a pas de raisons de supposer que si la révolution russe avait pris un cours différent (si les anarchistes avaient mis leur merdes en commun ou si les soviets avaient été capables de résister à la

subordination à la structure du Parti Bolchevique), il n'y aurait pas eu d'invasions par 14 puissances étrangères en soutien aux Blancs durant la guerre civile².

Il est impossible de repousser une invasion étrangère sans une force militaire de son propre cru. Faire la guerre, même une guerre de résistance, implique une logique autoritaire certaine. La guerre consiste à tuer des gens et à en envoyer se faire tuer pour que d'autres puissent vivre. Il ne s'agit pas, malheureusement, de tuer principalement des ennemis de classe mais plutôt de tuer d'autres personnes opprimées, souvent des conscrits, qui constituent les armées ennemies. Même si la stratégie repose aussi sur des mutineries et des défections en masse au sein des armées ennemies, il sera encore nécessaire de tuer des gens. La raison en est simple. Les soldats se mutinent ou font défection en nombres significatifs seulement lorsque la menace d'être tué au combat est plausiblement plus grande que la menace d'être exécuté pour insubordination. C'est alors la chose la plus intelligente à faire. Par conséquent, les armées maintiennent en partie leur discipline interne en convainquant leurs troupes qu'être exécuté pour insubordination est une certitude. Pour qu'une armée s'écroule, elle doit faire face à une certaine forme de défaite militaire.

Les anarchistes prétendent parfois que les structures décentralisées, non autoritaires sont, de manière inhérentes, bien plus efficaces que celles qui sont centralisées et autoritaires et que ces principes devraient être appliqués aux opérations militaires. C'est la voie express vers le martyr anarchiste. Si les principes anarchistes peuvent adapter des groupes tournant d'humain-e-s au fait de devenir des machines à tuer, il y a un problème. Mais s'ils ne le peuvent pas, il y a un autre problème. C'est à la seconde situation que nous sommes confronté-e-s : faire la guerre signifie compromettre les principes anti-autoritaires. Dans la mesure où des forces militaires ont comme but la défaite d'autres forces militaires au sein d'un territoire donné, elles agissent pour créer un monopole de la violence organisée – un trait définissant l'État. Est-il possible de créer une authentique structure militaire anti-autoritaire qui corresponde avec la décentralisation relative d'une société libertaire et qui soit capable de défendre cette société contre des menaces militaires externes (ou internes) ? Je vais essayer de répondre à cette question dans la partie suivante.

L'armée révolutionnaire

Le mouvement anarchiste a, de manière basique, deux expériences majeures dans le fait d'essayer d'organiser son pouvoir militaire pour la défense de ses gains révolutionnaires ; en Ukraine et en Espagne.

La littérature anarchiste sur l'expérience ukrainienne est considérablement moins étendue que celle sur l'expérience espagnole, mais une paire de points ont de la valeur à ce propos. Alors que l'Armée Révolutionnaire Insurgée d'Ukraine (les makhnovistes) conduisait des collectivisations massives de terres dans les zones sous son contrôle, la paysannerie ukrainienne n'était pas lourdement imprégnée de la pensée anarchiste. Le mouvement makhnoviste se développa comme le résultat de l'accord de Brest-Litovsk par lequel les bolcheviques cédaient l'Ukraine à l'impérialisme autrichien et allemand. Mais, comme le reste du vieil empire russe, l'Ukraine était au beau milieu d'une révolution sociale où la paysannerie s'emparait de la terre. La Confédération Ukrainienne des Organisations Anarchistes (Nabat) voyait dans cette situation une opportunité pour construire, sous direction anarchiste, une force militaire qui puisse pousser en avant la révolution et expulser les impérialistes étrangers. Et c'est précisément ce qu'ils et elles firent avant d'être écrasé-e-s par l'Armée Rouge bolchevique.

La paysannerie ukrainienne embrassa l'anarchisme dans la mesure où l'armée anarchiste pouvait protéger ce qu'elle avait gagné dans la révolution. L'Armée Insurgée était une armée de guérilla. Elle opérait dans une région d'environ 250 km de diamètre, peuplée par 7 millions de personnes. En terme d'organisation, elle se tenait à mi-chemin entre les sortes de formations indigènes de « bandits » qui émergeaient

² Référence à la présence en territoire russe, lors de la guerre civile, de troupes françaises, japonaises, américaines, anglaises, australiennes, canadiennes, italiennes, grecques, serbes, roumaines, tchécoslovaques polonaises, estoniennes et chinoises, représentant un total d'environ 250 000 hommes. Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Intervention_alli%C3%A9e_pendant_la_guerre_civile_russe (NDT)

systématiquement des paysan-ne-s dans les régions lointaines ou instables et ce que je définirai plus tard comme une armée révolutionnaire mature. Elle n'avait pas la même structure anti-autoritaire élaborée avec laquelle les milices anarchistes commencèrent en Espagne.

Une fois que les makhnovistes eurent défait les forces blanches des généraux Denikine et Wrangel, ils furent à leur tour défait par l'Armée Rouge. Le territoire contrôlé par les makhnovistes était hautement instable. Il était sujet à des occupations périodiques par les forces blanches et étrangères. La ténacité de la résistance makhnoviste mena à la désintégration des forces blanches et au retrait des forces étrangères. L'Armée Rouge détruisait et absorbait des forces irrégulières paysannes dans tout l'ancien empire russe. Celles de Makhno s'avérèrent les plus difficiles à vaincre mais, finalement, elles succombèrent également.

Les raisons militaires en sont simples. Les forces irrégulières, comme celles de Makhno, peuvent se soutenir elles-mêmes peut être indéfiniment dans des arrière-pays isolés. Mais l'Ukraine n'était pas ce genre de région. L'accord de Brest-Litovsk et l'effondrement social général en Russie créèrent une ouverture momentanée dans laquelle les forces de Makhno s'engouffrèrent. Mais la consolidation du contrôle bolchevique dans le reste de la Russie et la décision des impérialistes d'abandonner l'Ukraine signifia la fermeture de cette fenêtre. Il est important de noter que, malgré tous les slogans anarchistes, le programme des makhnovistes, en pratique, n'était pas si différent de ceux des révolutions paysannes ultérieures (comme la révolution chinoise), c'est-à-dire ; redistribution de la terre, collectivisation plus ou moins volontaire et expulsion des impérialistes (indépendance nationale).

S'il y a le moindre doute sur le fait que la révolution ukrainienne était limitée à ce qu'elle pouvait espérer obtenir dans ses propres frontières, les mots du Nabat dans l'appel à la création d'une Armée Insurrectionnelle devaient régler la question :

« 4. Concernant l'attaque extérieure contre la révolution sociale de la part des puissances impérialistes occidentales ou autres, les anarchistes ont toujours compté et continueront à compter non sur l'Armée Rouge régulière, ni même sur une guerre insurrectionnelle mais sur l'effondrement inévitable de l'impérialisme et de ses forces armées à travers le déroulement de la révolution mondiale ».

Il ne devrait pas être nécessaire de noter qu'il n'y avait rien d'inévitable dans l'effondrement de l'impérialisme sur lequel les anarchistes ukrainiens comptaient.

La révolution espagnole a eu un caractère quelque peu différent. Presque 70 ans d'éducation et d'agitation anarchistes avaient préparés des fractions significatives de la classe ouvrière et de la paysannerie espagnoles à une révolution libertaire. Lorsque le moment vint en juillet 1936, des millions d'espagnol-e-s avaient à l'esprit ce que la réorganisation anarchiste de leur société allait entraîner. Et ils et elles appliquèrent les mêmes principes libertaires aux formations militaires qui furent créées : les milices.

Les milices furent issues de diverses usines, quartiers ou villages et chacune avait une identité distincte en accord avec ses origines. Les milices furent organisées en colonnes qui, à leur tour, élisèrent des délégués pour mener à bien quelques unes des fonctions des officiers, mais sans l'autorité automatique dont les officiers disposaient. Les anarchistes n'étaient pas les seul-e-s à organiser des milices. Les travailleurs socialistes de l'UGT, et les divers partis comme le POUM organisaient également des milices. Les milices, au moins initialement, étaient l'image de la décentralisation et de l'absence d'autoritarisme. Et les conséquences militaires furent désastreuses. Les récits anarchistes des opérations des milices surestiment lourdement leurs occasionnelles victoires héroïques et minimisent leurs fréquentes défaites ou les mettent simplement sur le compte du refus par d'autres forces de leurs fournir les armes dont elles avaient besoin. Mais, alors que les milices combattirent certainement courageusement, leur décentralisation et leur manque de discipline furent autant les raisons de leur chute que la « trahison » d'organisations qui n'auraient jamais dû être crues dès le départ.

Les anarchistes qui étudient l'Espagne devraient faire attention à ne pas prendre trop au sérieux leur propre propagande. Le manque de discipline interne déboucha sur des actes d'une énorme stupidité d'un point de vue militaire. Les membres des milices abandonnaient régulièrement leurs positions quand ils s'y

ennuyaient trop. L'absence de toute sorte de structure de commandement unifié signifiait que toute proposition d'action militaire coordonnée qui impliquait différentes milices, mises à part celles d'autres tendances politiques, devait être discutée, modifiée et approuvée avant de pouvoir être menée à bien. Au cours de ce processus, un temps crucial était souvent gaspillé et des opportunités militaires perdues. Quand des actions coordonnées étaient menées à bien, les plans modifiés furent souvent grandement réduits d'échelle, au point de les rendre souvent sans portée. Les milices refusaient jalousement de partager le matériel entre elles. Des observateurs de toutes opinions notèrent comment les milices de chaque organisation prenaient un certain plaisir aux défaites endurées par les milices des autres organisations.

Le fait simple dans ce sujet, c'est qu'une guerre ne peut être gagnée de cette manière. Les milices peuvent jouer un rôle important dans la défense des gains d'une révolution, dans l'organisation d'une guerre irrégulière au sein d'une région circonscrite et dans la suppression de l'activité contre-révolutionnaire au sein de la zone de la révolution. Mais sans une armée régulière qui lui soit propre, la révolution ne peut retenir les avances d'une armée d'invasion.

Les raisons en sont simples et sont démontrées par l'histoire entière des conflits militaires. Une armée avec un commandement unifié qui va affronter une force « décentralisée » cherchera à identifier ses unités les plus faibles et concentrera ses premières attaques en fonction de cela. Les forces décentralisées manquant d'un commandement unifié seront incapables de redéployer rapidement des troupes dans la zone faible comme une armée régulière peut le faire. De manière similaire, lorsqu'une offensive coordonnée a besoin d'être menée, certaines troupes seront mises face à un danger considérablement plus grand que d'autres. Dans une structure décentralisée, de telles décisions sont sujettes à des refus par les unités qui vont le plus probablement (ou même assurément) avoir les pertes les plus lourdes. Cela signifie que la structure militaire décentralisée peut seulement déployer ses unités les plus courageuses ou désintéressées dans de telles situations. Il n'est pas difficile de voir comment une telle pratique aboutira à l'affaiblissement rapide de la structure décentralisée tandis qu'elle sacrifie ses meilleures forces ou réserves arrières dans des batailles qui ne peuvent être gagnées. Inversement, les unités les plus hardies d'une force décentralisée vont le plus probablement s'épuiser dans des actes d'auto-sacrifice héroïques mais finalement sans aucun sens.

Il y a une raison pour laquelle le monde est dominé par des armées régulières avec des structures de commandement unifié. Ce n'est pas simplement parce que les États du monde trouvent simplement leur forme autoritaire plus agréable malgré leur inefficacité militaire comparée. S'il en était ainsi, les États seraient constamment en train de s'efforcer d'obtenir les bénéfices de la décentralisation dans les questions militaires (comme ils le font parfois dans d'autres domaines où la décentralisation est en fait plus efficace). Mais l'armée demeure l'institution la plus centralisée dans toute société et son autoritarisme le modèle, à l'étalon duquel les institutions moins autoritaires sont jugées.

Quelqu'un peut, bien sûr, concevoir une structure militaire fonctionnant parfaitement, dans laquelle la connaissance de la science militaire est si équitablement répandue qu'elle ne commet pas d'erreurs et va à la victoire. Mais, dans le monde réel, de tels plans entrent en friction avec les gens de chair et de sang qui sont supposés les mener à bien. Les guerres ne sont pas gagnées par celles et ceux qui concoctent des plans parfaits mais, plutôt, par celles et ceux dont les plans sont les plus capables d'absorber les conséquences de leur propre imperfection. Dans les questions militaires, une structure de commandement fiable rend possible une réponse la plus rapide aux revers.

Si nous sommes prêt-e-s à concéder (comme les anarchistes espagnols le firent au final) que faire la guerre implique de compromettre les principes anti-autoritaires, nous devons regarder précisément quelles mesures ont besoin d'être prises pour prévenir le fait que ces compromis ne délitent l'ensemble du projet révolutionnaire. Il semble qu'il y ait ici un certain nombre de choses basiques : l'élection des officiers, l'élimination des distinctions sociales inutiles entre les officiers et leurs troupes, un engagement à développer les capacités d'encadrement des combattant-e-s du rang au lieu de s'appuyer sur des officiers de l'ancien régime et ainsi de suite. Mais ces choses ne peuvent cacher la nature fondamentalement

autoritaire d'une armée : subordination absolue à la structure de commandement, entraînements qui préparent psychologiquement les soldats à prendre des ordres, suspension des droits démocratiques de base au cours de l'engagement militaire et ainsi de suite etc.

Reconnaître la nécessité d'une armée ne signifie pas accepter une quelconque vieille armée. Une des questions centrales dans la révolution espagnole fut la tentative d'incorporer les milices au sein d'une nouvelle armée républicaine régulière. L'essentiel de l'élan vers cette militarisation vint du Parti Communiste, qui du fait de ses connections avec l'Union Soviétique, était préparé à dominer le commandement d'une telle armée. Les milices anarchistes et celles du POUM résistèrent à des degrés divers à ce processus. Finalement, la plupart des milices anarchistes furent ou bien incorporées à la nouvelle armée ou bien brisées par celle-ci. Un des groupes qui résista à la militarisation furent les milices du front de Gelsa. Au lieu de rejoindre l'armée, ils retournèrent à Barcelone et constituèrent « Les Amis de Durruti ». Les Amis de Durruti jouèrent un rôle pivot au cours des événements de mai 1937 à Barcelone, appelant les forces anarchistes à maintenir leurs barricades lorsque la direction de la CNT prêchait la conciliation avec les communistes. Après ces événements, les Amis de Durruti publièrent un pamphlet, intitulé « Vers une nouvelle révolution », qui analysait la défaite de la révolution espagnole et mettait en avant des propositions pour sa régénération. À la différence des anarchistes d'aujourd'hui qui voient les milices espagnoles comme le modèle de l'organisation militaire anarchiste, les Amis de Durruti les ont vu en action et proposaient, en opposition à la fois à l'armée républicaine et à la dépendance exclusive envers les milices, la création d'une armée révolutionnaire. :

« En ce qui concerne le problème de la guerre, nous soutenons l'idée d'une armée placée sous le contrôle absolu de la classe ouvrière. Les officiers ayant leurs origines dans le système capitaliste ne méritent pas la moindre confiance de notre part. Les désertions ont été nombreuses et la plupart des désastres que nous avons subis peuvent être attribués à d'évidentes trahisons par des officiers. Concernant l'armée, nous en voulons une qui soit révolutionnaire, dirigée exclusivement par des travailleurs ; et si un quelconque officier doit être retenu, ce doit être sous la plus stricte supervision ».

Dans cette citation, il y a les habituelles ambiguïtés anarchistes. Les défaites des milices sont le résultat de trahisons, mais la solution est une armée révolutionnaire. Nous voulons les ouvrier-e-s au contrôle mais nous savons que nous aurons besoin de l'expertise d'officiers professionnels. C'est néanmoins une amélioration considérable par rapport à la célébration naïve des milices qui passent pour être la pensée militaire anarchiste aujourd'hui.

La question du caractère d'une authentique armée révolutionnaire est importante. Les Amis de Durruti identifient correctement le caractère de classe de l'armée et de son commandement comme étant crucial dans la détermination de son rôle dans la révolution. Jusqu'à maintenant nous avons parlé de l'armée entièrement dans son rôle de défenseuse des gains déjà réalisés par la révolution. L'évidente question suivante est quel rôle une armée révolutionnaire peut elle jouer dans l'élargissement de la zone révolutionnaire, en amenant effectivement la révolution vers de nouvelles régions. Cela aurait certainement été une question si une armée révolutionnaire en Espagne avait été capable de vaincre les forces de Franco et de prendre des territoires qui n'avaient jusqu'alors pas été touchés par la révolution.

Historiquement, de nombreuses armées ont démarré avec des objectifs révolutionnaires. Le livre de John Ellis, *Armies in revolution*, est un précieux traitement de beaucoup de cette expérience du point de vue d'un historien militaire. Ellis affirme que toutes les armées révolutionnaires, depuis la New Model Army d'Oliver Cromwell en passant par l'Armée Rouge Soviétique, étaient des armées au service d'une classe minoritaire. Il soutient les réussites de l'Armée insurrectionnelle de Makhno face aux critiques des bolcheviques. Il ne traite pas la révolution espagnole (peut être parce qu'elle n'offre pas d'exemple d'une authentique armée révolutionnaire). Finalement il désigne l'Armée Populaire de libération en Chine comme le seul exemple d'une armée qui a mené à bien le programme révolutionnaire de classe de la majorité opprimée, c'est-à-dire la redistribution complète de la terre à la paysannerie pauvre. J'ai argumenté plus tôt que la révolution chinoise était au final une révolution capitaliste, et je veux affirmer que l'APL a mené à bien, au moins jusqu'en 1949, un programme qui était cohérent avec l'intérêt commun de la paysannerie et de l'aspirante nouvelle classe capitaliste représentée par les leaders du Parti

Communiste. En dépit de ces qualifications, je voudrais affirmer que l'expérience chinoise est encore importante du point de vue d'essayer de développer une stratégie militaire révolutionnaire libertaire.

La classe révolutionnaire

Les problèmes posés par l'expérience chinoise sont fondamentalement le produit du sous-développement de la Chine et le fait que la seule classe qui pouvait espérer renverser le capitalisme, le prolétariat, était presque absente du paysage politique chinois. Je me suis référé plus tôt aux problèmes posés par une classe qui s'est développée historiquement sous des conditions pré-capitalistes dominant une économie nationale qui est déjà intégrée au capitalisme mondial. Il y a dans l'anarchisme une certaine tendance à soutenir les révoltes paysannes pour éviter leurs limites inhérentes. Quelle qu'ait été alors la situation, il devrait désormais être clair, tandis que la globalisation du capitalisme s'accélère en dehors du contrôle de tout capital simplement national, que la seule classe qui a un espoir de se mesurer à ce système est la classe ouvrière internationale. La composition du mouvement anarchiste aux USA, très largement issu de la classe moyenne, et l'invocation dogmatique de la classe ouvrière par les sectes marxistes, rendent de nombreux-euses anarchistes réticent-e-s vis-à-vis du fait de prendre une position en faveur d'une orientation vers la classe ouvrière. Au lieu de cela, la classe ouvrière est vue comme un point de référence ou une « identité » parmi beaucoup d'autres, qui prises ensemble vont mener à bien le processus révolutionnaire. Le pluralisme de cette position est une vertu singulière. Mais en traitant les classes économiques de la même manière que nous traitons les identités sexuelles ou ethniques, nous perdons de vue le fait que c'est le capitalisme qui couple les oppressions avec une exploitation générant du profit qui alimente son expansion dynamique et constante vers de nouveaux territoires et de nouvelles aires de nos vies (incluant l'identité sexuelle et ethnique).

L'immigration et les mouvements transnationaux de capital sont de plus en plus en train de faire de la notion abstraite d'un prolétariat international une réalité vécue par des centaines de millions de personnes. L'urbanisation rapide du Tiers Monde signifie de manière accrue que c'est le prolétariat, et non la paysannerie, qui est le mieux positionné dans ces pays pour défier le néo-colonialisme. Le prolétariat ne doit pas être vu comme une entité monolithique représentée par un seul parti (comme le font les divers courants du marxisme) mais plutôt comme un corps contesté dont l'unité est contingente de la liberté de ses différentes parties de se battre pour leurs intérêts au sein de cette même unité. Le combat pour la libération des femmes ou pour la reconnaissance des droits de divers groupes ethniques ne sont plus alors des batailles qui doivent être remises à plus tard, jusqu'à ce que le prolétariat s'empare globalement du pouvoir, mais sont des points précurseurs nécessaires de cette prise du pouvoir et qui clarifient l'orientation révolutionnaire du prolétariat.

Conclusion

J'ai cherché dans cet article à faire ressortir quelques uns des échecs du mouvement anarchiste. Je ne suis pas en train d'argumenter ici pour l'abandon d'une orientation générale anti-autoritaire, ni pour une modification des buts finaux de l'anarchisme. J'affirme cependant que la viabilité de ces buts est contingente d'un certain nombre de facteurs et que les anarchistes ont résisté au fait de faire face à ces réalités politiques, avec pour résultat que l'anarchisme a déperissé en tant qu'alternative révolutionnaire crédible face aux idéologies du marxisme et des divers nationalismes qui ont échoué.

Il n'est pas clair pour moi que l'anarchisme, défini par sa pratique historique au cours du siècle passé, offre un cadre adéquat pour reconstruire le projet révolutionnaire sur des fondations libertaires. Il est clair pour moi qu'alors que l'expérience historique du marxisme est inestimable, et qu'alors que le marxisme offre d'importants outils analytiques pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, ce même marxisme en tant que cadre philosophique global a démontré être irrémédiablement autoritaire.

Il y a un besoin criant de développer un nouveau corpus de théorie révolutionnaire qui rompt de manière décisive avec le dogmatisme et la superficialité de l'anarchisme aussi bien qu'avec l'essence autoritaire du marxisme.

Toute nouvelle approche théorique du projet révolutionnaire doit se confronter non seulement aux importantes expériences historiques évoquées dans cet article mais également aux nouvelles conditions

auxquelles nous faisons face, en particulier aux nouvelles possibilités de construire des organisations révolutionnaires authentiquement internationales, enracinées dans une classe ouvrière internationale de plus en plus mobile.